



Déclaration CGT au CGF du 19 septembre 2015.

Messieurs les représentants d'AREVA et d'EDF.

Vous êtes devant nous, élus au comité de groupe France d'AREVA, pour nous exposer les conditions de cessions pour l'un et de reprise des activités réacteurs du groupe AREVA pour l'autre.

Avant que vous ne dépeciez le groupe AREVA et ne disloquiez un des derniers fleurons industriels Français, les élus CGT vous rappellent leur ferme opposition à votre projet commun qu'ils estiment destructeur d'emplois et de compétences. Il est aussi générateur de risques pour la sécurité des biens et des personnes, voire pour la sûreté nucléaire avec ses conséquences en termes d'acceptation auprès du grand public.

Du haut de vos tours et même si les vitres de vos bureaux vous offrent un confort auditif certain, vous ne pouvez pas ignorer les 3000 salariés du groupe AREVA qui sont venus de toute la France et qui ont envahi la Défense mardi 15 septembre pour manifester leur opposition à vos projets de fission du groupe AREVA.

Vous et la hiérarchie gouvernementale ne pouvez continuer d'avancer au mépris des salariés qui se sont fortement mobilisés en montant sur Paris, pour y faire trembler la tour AREVA.

Toutes les organisations syndicales demandent depuis de trop nombreuses années que le gouvernement reprenne les rênes de la filière électronucléaire française, et y mettent de l'ordre. Les grands groupes publics doivent cesser de se comporter comme des prédateurs entre eux, de se mettre en concurrence, d'exiger des baisses de prix impossibles et de vouloir à tout prix dégager des marges à 2 chiffres.

Mais reprendre les rênes d'une filière nucléaire que les salariés ont hissée à un niveau d'excellence reconnu partout dans le monde et que les dirigeants successifs se sont évertués à saborder, ne doit pas être

synonyme de démembrement, de perte de valeur, d'atteinte à la sûreté et de régression sociale.

La CGT répète avec force une fois de plus : l'acceptation du nucléaire par le public dépend largement des conditions de sa mise en œuvre.

De ce point de vue, les choix passés de l'Etat en matière de politique nucléaire, les choix opérés par le gouvernement actuel, et vos propres choix économiques sont à la politique industrielle ce que le Docteur DIAFOIRUS est à la médecine.

Il est temps que le gouvernement revoie sa copie en profondeur, qu'il siffle la fin de la récréation entre vous et vous oblige à travailler ensemble dans un respect mutuel, en imposant une réelle stratégie industrielle et une coopération interentreprises. Il ne doit pas se contenter d'être à la fois l'initiateur et l'arbitre d'un jeu de Monopoly, dont nos bassins d'emploi seront les grands perdants.

C'est cela que les salariés sont venus vous dire.

Ne restez pas sourds à leurs revendications, ils sont la réelle richesse du groupe AREVA.

La CGT vous demande de revoir vos relations contractuelles afin qu'elles garantissent aux deux groupes une viabilité économique.

La CGT vous demande de retirer l'option d'achat et de vente d'AREVA NP par EDF.

La CGT défendra comme elle l'a toujours fait le nucléaire civil Français, à condition que celui-ci ne devienne pas un nucléaire low-cost, à base de sous-traitance taillable et corvéable à merci, comme le préfigure l'actuelle valse des sous-traitants dans nos entreprises.

La crise c'est vous.

La solution c'est nous.